

Unité départementale de l'Aisne
25 rue Albert Thomas
02100 Saint-Quentin

Lille, le 25/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARF

22 rue Jean Messenger
BP 137
59330 ST REMY DU NORD

Références : ARF22Rpref_505
Code AIOT : 0005103993

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2022 dans l'établissement ARF implanté Ancien site des Fours à Chaux de l'Aisne Lieu-dit Les Terres de Montigny 02800 VENDEUIL. L'inspection a été annoncée le 29/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARF
- Ancien site des Fours à Chaux de l'Aisne Lieu-dit Les Terres de Montigny 02800 VENDEUIL
- Code AIOT : 0005103993
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ARF exploite sur les communes de Vendeuil et de Travecy une installation de prétraitement, regroupement, transit et traitement par incinération de déchets dangereux.

Le site est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des quantités seuil haut associées aux rubriques 4120 "Toxicité aiguë catégorie 2" et 4511 "Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2".

Il est soumis à la directive IED (BREF WI) pour la rubrique principale n° 3520 : "Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets, pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure, ou pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour".

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Système de gestion de la sécurité – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation, annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 ;
- Vérification de prescriptions techniques relatives à la prévention des risques accidentels, arrêtés préfectoraux des 19/12/2013, 20/08/2019 et 24/01/2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Maîtrise des procédés et maîtrise d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 3	/	Fait susceptible de suites n°1 Demande n°2

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Opération de transit et prétraitement	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 8.6.3	/	Fait susceptible de suites n°2

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Généralités SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	/	Demande n°1
3	Affectation de moyens appropriés	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 515-99	/	Sans objet
4	Défense incendie du sas de déchargement des déchets solides	AP Complémentaire du 20/08/2019, article 2	/	Demandes n°3/4/5/6
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 7.2.4	/	Sans objet
7	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 7.5.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le thème de l'inspection était le contrôle du système de gestion de la sécurité (SGS), notamment la maîtrise des procédés, la maîtrise d'exploitation conformément à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 ainsi que la vérification de prescriptions techniques relatives à la prévention des risques accidentels suivant les arrêtés préfectoraux en vigueur.

L'établissement est muni d'un SGS qu'il convient de compléter et modifier afin que celui-ci couvre l'ensemble des installations et des phases d'exploitation.

Par ailleurs, un suivi hebdomadaire des matières stockées combustibles, en particulier les solides, doit être mis en place.

Il ressort également de la visite que l'étude de dangers doit être mise à jour et complétée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Généralités SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le système de gestion est proportionné aux risques, aux activités industrielles et à la complexité de l'organisation dans l'établissement et repose sur l'évaluation des risques. Il intègre la partie du système de gestion général incluant la structure organisationnelle, les responsabilités, les pratiques, les procédures, les procédés et les ressources qui permettent de déterminer et de mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs.
Constats : Lors de la visite du 11/10/2022, l'Inspection a constaté que le système de gestion liés aux risques, aux activités industrielles et à la complexité de l'organisation est présent dans l'établissement. Toutefois, le SGS doit être amélioré en intégrant davantage la structuration organisationnelle du site, les fonctions des personnes et les pratiques de l'établissement.
Observations : <u>Demande n° 1</u> : La description de l'organisation de l'établissement au regard de la prévention des accidents majeurs ainsi que l'organigramme sont à compléter et à modifier (en lien avec l'item 1 Organisation du SGS), dans un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Maîtrise des procédés et maîtrise d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 3
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité : 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système. [...]

Constats :

L'exploitant a élaboré des procédures et des modes opératoires afin d'encadrer l'exploitation des installations.

Toutefois, l'Inspection constate que l'ensemble des installations, à minima celles visées par un accident majeur, ainsi que l'ensemble des phases d'exploitation ne disposent pas de procédures / instructions. L'Inspection constate donc un écart et propose un fait susceptible de suite avec un délai de 1 mois à compter de la notification du présent rapport.

Fait susceptible de suite n° 1 : Les instructions et modes opératoires ne couvrent pas l'ensemble des installations ni des phases d'exploitation.

Demande n° 2 : La liste "MOP Vendeuil" des procédures ou instructions doit être complétée et identifier les secteurs et/ou installations, dans un délai de 2 mois. Cette liste pourra être visée dans le manuel SGS.

Observations :

Concernant l'élaboration des procédures, l'Inspection observe que des améliorations sont à apporter :

Observation n° 1 : en matière de rôle, notamment celui de rédacteur, la procédure PG/GEN/ARF/01, version 18 du 21/06/2022, n'est pas cohérente avec le mode de fonctionnement du site et de ses acteurs ;

Observation n° 2 : les canaux de diffusion des informations doivent sans doute être améliorés. Une information en directe est à privilégier ;

Observation n° 3 : la « check-list incendie avant démarrage broyage » doit être mise à jour au regard de la pression minimale attendue ;

Observation n° 4 : l'exploitant pourra compléter les procédures relatives au four d'incinération en précisant l'effectif minimal nécessaire ;

Observation n° 5 : les références des procédures doivent être mises en cohérence entre documents ;

Observation n° 6 : l'intitulé du document « demande de consignation des énergies et attestation », référencé DOC/VEN/SHE/08 n'est pas adapté ;

Observation n° 7 : le document DOC/VEN/SGS/17 doit être complété en listant les postes de travail concernés ;

Observation n° 8 : la gestion documentaire est à améliorer.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Affectation de moyens appropriés

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 515-99
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité prévu à l'article L. 515-40 et lui affecte des moyens appropriés.
Constats : Lors de la visite du 11/10/2022, l'Inspection a constaté la mise en œuvre des procédures et/ou instructions définies dans système de gestion de la sécurité de l'établissement ainsi que des moyens affectés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Défense incendie du sas de déchargement des déchets solides

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/08/2019, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant mène une étude de réduction du risque incendie à la source ciblée sur la zone de déchargement des déchets solides en déterminant les moyens à mettre en place permettant sur cette zone de: - limiter la propagation d'un incendie qui surviendrait, - renforcer les moyens de détection et d'extinction. Celle-ci devra démontrer la pertinence et le bon dimensionnement des éventuels moyens retenus. Associé à cette étude, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées son avis sur les différentes conclusions et préconisations de cette étude ainsi qu'un échéancier de mise en œuvre des éventuels moyens retenus. Cette étude est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai maximum de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant n'a pas remis d'étude mais a transmis par courrier du 28/10/2019 le descriptif technique d'une protection incendie complémentaire dont la mise en oeuvre effective était prévue au 28/02/2020. La description des moyens de lutte contre l'incendie revêtant un caractère sensible, le détail du constat figure <u>en annexe confidentielle</u> . Il aurait été intéressant qu'une étude soit effectivement remise afin que soient présentées à l'Inspection les différentes alternatives possibles et que le choix des équipements choisis ait été argumenté.
Observations : Observation n° 9 : La fiche réflexe « feu dalle UNTHA – stock à broyer » doit être corrigée et revue afin d'être facilement utilisable en cas de situation accidentelle. Remarque : Les fiches réflexes doivent être mises à jour rapidement en cas de modification apportée aux installations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Opération de transit et prétraitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 8.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Quantité stockée et durée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La quantité de déchets minéraux est limitée à 8000 tonnes. La quantité de déchets liquides à haut pouvoir calorifique est limitée à 1190 tonnes. La quantité de déchets liquides à bas pouvoir calorifique est limitée à 3290 tonnes. La quantité de déchets liquides dans les bacs de dépotage est limitée à 300 tonnes. La quantité de combustibles solides est limitée à 5 540 tonnes, La durée de stockage des déchets avant traitement est limitée dans le temps. L'exploitant est en mesure de justifier ce délai.
Constats : Lors de la visite du 11/10/2022, l'Inspection a constaté les données suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Quantité de déchets minéraux : 117 t (sont concernées les trémies « bateaux et 4 ») ;- Quantité de déchets liquides à haut pouvoir calorifique : 270 m³ soit 230 t ;- Quantité de déchets liquides à bas pouvoir calorifique : 2673 m³ soit 2673 t ;- Quantité de combustibles solides : 797 t. L'état des matières stockées des liquides est mis à jour quotidiennement. Fait susceptible de suite n° 2 : L'état des matières stockées solides (minéraux et combustibles) n'est pas mis à jour de manière hebdomadaire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment: [...] - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles; - de moyens fixes d'intervention dans le bâtiment 03: - extinction automatique au-dessus des cisailles rotatives; - canon à mousse à proximité des zones de stockage de Résidus Solides de Combustion. [...]
Constats : L'Inspection a constaté dans le sas de déchargement, la plaque d'identification de l'extincteur n° BRY18 sans extincteur. L'exploitant indique que l'extincteur a été utilisé la semaine précédente pour un départ de feu et est en attente de remplacement. L'Inspection a constaté que l'installation contrôlée le jour de la visite (bâtiment réception et traitement des déchets solides) est dotée de moyens de lutte contre l'incendie, en particulier des extincteurs, des RIA répartis dans les bâtiments de traitement des déchets solides. Ces moyens de luttés sont visibles et accessibles. De façon aléatoire, l'Inspection a contrôlé les échéances de vérification annuelle par le prestataire retenu. Des canons à mousse sont présents à proximité des zones de stockage de Résidus Solides de Combustion. De nouveaux moyens de lutte contre l'incendie ont été mis en place suite aux modifications apportées au bâtiment et portées à la connaissance du Préfet en 2015 (agrandissement du bâtiment et création d'un sas de déchargement...) ainsi qu'à la suite des incendies survenus en 2018 et 2019 et la prescription de l'arrêté du 20/08/2019 (voir point de contrôle n° 4). Il conviendra de modifier la prescription par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention [...].
Constats : L'inspection a constaté, à côté du bâtiment minéraux, la présence de deux zones de rétention pour stockage d'IBC de soude 30% et d'acide chlorhydrique 33%.
Observations : <u>Observation n° 10 :</u> Ces rétentions ne seraient pas efficaces en cas de fuite sur le devant de l'IBC, ce qui est le plus probable lors de manipulation par les engins.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet